

Lutte de classe

Appeler à « battre la droite » : c'est appeler à voter Royal !

Qu'a écrit Schivardi dans son communiqué n° 3 ?

« *Lors d'une discussion avec un de nos collègues sur les élections présidentielles celui-ci estimait qu'il fallait « tout faire pour battre la droite , que les voix de gauche ne se dispersent pas » afin de ne pas « reproduire la situation de 2002 ».* »

Monsieur le maire et cher collègue, oui c'est une certitude, il faut « battre la droite » »

Question : Schivardi est-il en position de « battre la droite » ? Non, évidemment.

Quand on dit « *tout faire pour battre la droite* », cela signifie que la tactique que l'on adoptera lors de ces élections sera finalement subordonnée à cet objectif, les réserves ou les critiques émises sur le programme du candidat le mieux placé pour « *battre la droite* » s'envoleront ou passeront au second plan, pour ne pas dire à la trappe entre les deux tours.

Question : dès lors que le seul enjeu de cette élection c'est finalement de « *battre la droite* », le meilleur moyen pour y parvenir, n'est-il pas encore de soutenir dès le premier tour le candidat le mieux placé pour battre Sarkozy au second ?

Donc : votez Royal... dès le premier tour ! CQFD !

Eh oui, c'est ce que signifie implicitement l'appel à « *battre la droite* » lancé avant le premier tour, qu'on le veuille ou non, au nom du sempiternel front unique, qui, dévoyé, sert une nouvelle fois de ralliement à l'appareil du PS.

Assez d'hypocrisie, tout le monde sait très bien aujourd'hui que c'est ainsi qu'une bonne partie des travailleurs interprètent ces appels à « *battre la droite* ». On leur promet le pire avec Sarkozy, alors que Royal a le même programme, gageons qu'on leur dira de moins en moins au fur et à mesure qu'on se rapprochera du premier tour, normal, parce que si on la matraquait jusqu'à la dernière minute, ce ne serait pas forcément plus difficile de la soutenir au deuxième tour... mais de la faire élire. Comme dirait l'autre : peu importe les moyens, seul le résultat compte.

Pas si sûr qu'ils marcheront dans cette combine qui ne date pas d'hier.

Une question qui ne s'impose pas puisque nous en connaissons déjà la réponse, mais il faut la poser quand même : l'appel à « *battre la droite* » s'inscrit-il dans un processus conduisant à favoriser la mobilisation des travailleurs au lendemain des élections, à soutenir les mouvements sociaux en cours ?

En aucune façon, c'est même l'effet inverse que produit et s'apprête à produire cet appel. En réalité, c'est une véritable trahison, c'est un appel au renoncement du combat contre le capitalisme, c'est un point d'appui inespéré pour le patronat qui peut dire dès et déjà aux salariés en grève : vous voyez même votre candidate préférée dit que tout ce qui vous arrive est inévitable, lisez donc ses propositions et son programme, etc.

Que disaient les dirigeants du PT, à l'époque l'OCI, avant le premier tour des élections présidentielles de 1981.

Sans se faire d'illusions sur Mitterrand ou Marchais, il faut voter pour le candidat le mieux à même de chasser Giscard. Comme Mitterrand était crédité d'un pourcentage de voix deux fois supérieurs à celui du candidat du PCF, chacun pouvait comprendre très facilement que le meilleur moyen d'y parvenir, c'était de voter massivement pour Mitterrand dès le premier tour, et c'est exactement ce qui se produisit. Sans exagération, on peut dire que ces dirigeants ont appelé à voter Mitterrand dès le

premier tour en 1981, puis ouvertement au second. A l'époque il n'avait même pas trouvé nécessaire de présenter un candidat au premier tour, pourquoi faire après tout, n'est-ce pas ?

2007, pour le PT, est-ce une réédition de 1981 ? Avec les conséquences que l'on sait : moins de grèves et de mouvements sociaux, la paralysie et la subordination du mouvement ouvrier au gouvernement de front populaire, le désarmement politique du prolétariat de 1981 à décembre 1995 ?

On est en droit de le penser, alors que l'on nous parle uniquement... du 21 avril 2002, de la terrible menace qui pèse sur cette élection, entendez par là, la présence de Le Pen au second tour face à Sarkozy. Au fait, si cela se produisait, y en aurait-il pour appeler à voter Sarkozy pour battre Le Pen ? Cela s'adresse plus particulièrement aux dirigeants de la LCR.

La situation politique est-elle la même en 2007 qu'en 1981?

Bien que je n'en sois plus si sûr pour les raisons que j'exposerai ensuite, on pouvait concevoir qu'il était correct d'appeler à voter Mitterrand pour chasser Giscard et à porter à l'Assemblée nationale une majorité de députés PS et PCF. On nous disait que les travailleurs avaient des illusions dans le PS et le PCF et que le meilleur moyen pour qu'ils s'en détachent serait qu'ils les portent au pouvoir et qu'ils fassent l'expérience de leur trahison, ensuite ils se rabattraient vers nous...

Non seulement les choses ne se sont pas du tout passé de cette manière là, mais aucun argument convaincant n'a été avancé pour expliquer ce qui s'était réellement passé. Tout militant sérieux cherchera à comprendre pourquoi cette stratégie était erronée et a échoué lamentablement.

De quelles illusions s'agissaient-ils ? A quel niveau se situaient-elles ? Concernaient-elles toutes les couches du prolétariat dont on sait qu'il est loin d'être homogène ? Ne se dégageait-il pas une avant-garde du prolétariat ayant commencé à rompre avec la bourgeoisie et les appareils ? A cette époque, je ne me souviens pas que nous nous soyons posés toutes ces questions et c'est un tort. Nous nous contentions comme presque toujours de généralités mille fois rabâchées dans le journal, les tracts et les meetings.

On était parti du fait suivant : le PS et le PCF n'avait pas accédé au pouvoir depuis l'avènement de la Ve République en 1958, ce qui était exact. Par contre on oubliait que l'histoire de la lutte des classes n'avait pas commencé un certain mois de mai 1958, et que la SFIO et le PCF avaient gouverné après la seconde guerre mondiale, qu'ils avaient occupé tous les postes clés de l'Etat, y compris celui de Président du Conseil.

Donc en mai 81, le prolétariat n'était pas à proprement parlé face à une situation nouvelle, il avait eu l'occasion à de nombreuses reprises de faire l'expérience de la trahison des dirigeants de la SFIO et du PCF au sommet de l'Etat, sans parler du soutien de ces partis aux différents gouvernements dirigés par l'UDR (ex-UMP), particulièrement le PS, le PCF les soutenait ou non en fonction des besoins spécifiques de la bureaucratie du Kremlin.

Par conséquence, on peut dire que toute l'argumentation des dirigeants de l'OCI-PT ne reposait en réalité que sur une partie seulement des faits, comme si l'histoire n'était finalement qu'une succession de périodes indépendantes les uns des autres, sans relations entre elles, de nier et d'occulte volontairement ou non des faits qui appartenaient pourtant à la même période historique.

On pourrait contester cette démonstration en prétendant que le coup d'Etat de De Gaulle de 1958 avait ouvert une nouvelle situation politique. Oui sans doute, mais cela n'annulait pas pour autant les expériences des mois et des années précédentes que le prolétariat avaient faite de la SFIO avec ou non le PCF au pouvoir.

Quelques éléments d'histoire pour étayer ce que je viens d'écrire :

- Lors des élections législatives de 1945, le PCF obtiendra 26% des voix, la SFIO 24% ;
- En janvier 1946, c'est un socialiste, Félix Gouin, qui succèdera au général De Gaulle à la tête du gouvernement provisoire ;
- Les socialistes participeront au gouvernement avec de Gaulle jusqu'en janvier 1946 puis, selon la formule du tripartisme (SFIO, PCF, MRP), jusqu'en mai 1947 ;
- Les socialistes prendront la direction d'un gouvernement de Front républicain en janvier 1956 ;

- Guy Mollet (SFIO) participera au premier gouvernement du général de Gaulle, il sera Président du Conseil du 1er février 1956 au 13 juin 1957, au cours duquel il fera voter par l'Assemblée les pouvoirs spéciaux à l'armée (loi adoptée par presque tous les groupes représentés au parlement, du Parti communiste au CNIP), ce qui permettra en particulier une généralisation de la torture en Algérie .

Après toutes ces épouvantables et multiples expériences au cours desquelles la SFIO avec ou non le PCF était au pouvoir, auxquelles il faut ajouter la trahison de tous les mouvements sociaux pendant des décennies, le plus significatif étant celui de mai 68, pouvait-on encore dire en mai 81 que les illusions du prolétariat étaient toujours intactes dans le PS et le PCF ? Selon la réponse que l'on apportera à cette question, il faudra en tirer des conclusions et des conséquences.

Si on répond oui, cela signifierait que le prolétariat quelles que soit les expériences qu'il a pu faire au cours des années et des décennies antérieures n'a pas été capable de comprendre grand chose à la situation sociale, économique et politique, qu'il n'a finalement pas été capable de prendre son destin en main ou qu'il ne l'a pas voulu, le capitalisme a vaincu, il le soutient plus ou moins, et il ne cherche plus la voie qui lui permettrait de construire la société sur des bases économiques et sociales nouvelles, ou alors cette perspective est renvoyée à un futur lointain et indéterminé.

Si la réponse est non, cela signifierait plutôt que ce sont les dirigeants qui ont prêté au prolétariat leurs propres illusions ou qu'ils se sont identifiés aux illusions des couches les plus arriérées et les moins conscientes du prolétariat, ou encore à l'aristocratie ouvrière, aux couches les mieux nantis du prolétariat, et qu'ils ont finalement capitulé totalement devant la bourgeoisie.

Ne serait-ce pas plutôt que les travailleurs las des multiples trahisons des dirigeants du PS et du PCF ont provisoirement reporté à plus tard l'espoir de changer le monde, en l'absence d'un parti révolutionnaire capable de leur proposer une perspective politique cohérente s'appuyant sur un programme clair ? Les dirigeants de l'OCI ont mis 24 ans pour doter le PT d'un semblant de programme, il faut le dire à ceux qui ne le savaient pas. Et je ne considère que la période allant de 1981 à 2005. Les travailleurs ont-ils eu tort de ne porter aucun crédit à des organisations qui à chaque étape de la lutte des classes les rejetaient dans les bras des appareils du PS et du PCF et soutenaient les appareils traîtres des syndicats ? Ont-ils eu tort de se détourner d'organisations incapables de les associer concrètement à leur combat ? Il aura fallu attendre le début des années 2000 pour que le PT se décide à créer des comités, mais malheureusement, pas dans l'objectif de préparer le prolétariat à la prise du pouvoir. Bref, ont-ils eu tort de ne pas s'engager dans des organisations, la LCR, l'OCI ou LO qui n'avaient de révolutionnaire que le nom, de se résigner à l'abstention ou à voter par dépit un coup à droite un coup à « gauche » ?

On ne pouvait pas dire en 81 que le prolétariat n'avait jamais fait dans un passé relativement récent l'expérience du PS et du PCF au pouvoir.

La génération qui avait fait l'expérience de la SFIO et le PCF au pouvoir en 1947 avait entre 54 et 60 ans en 1981, elle était donc encore en activité, elle travaillait. Celle qui a connu la SFIO au pouvoir en 1956 avait entre 45 et 50 ans, elle était donc encore en activité aussi. Nous sommes bien d'accord ? Alors comment pouvait-on affirmer en 1981 comme le firent les dirigeants de l'OCI (qui dirigent le PT) que les travailleurs n'avaient pas fait l'expérience du PS (SFIO) au pouvoir avec ou sans le PCF ? C'était un grossier mensonge.

Personnellement, j'étais jeune en 81, je n'ai pas cherché à comprendre ce qui s'était passé réellement entre 1945 et 1957, je me suis arrêté à 1958 comme on m'y invitait. Ce fut une grave erreur.

Aujourd'hui, en 2006, 24 ans après le 10 mai 81, on tente de nous refaire le même coup, c'est comme si on avait subitement oublié que Jospin avait été premier ministre de 1997 à 2002 et qu'il y avait une majorité de députés PS-PCF à l'Assemblée nationale !

Non seulement le prolétariat à eu l'occasion de voir à l'œuvre Mitterrand et la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale pendant 12 ans, mais plus récemment encore, il a encore en mémoire les lois scélérates de Jospin votées par ces mêmes députés PS-PCF.

« *Battre la droite* », cela consiste à dire : le prolétariat n'a pas encore compris la leçon, il faut lui en donner une nouvelle, il en redemande, ce sera la quatrième en 25 ans, après nous verrons bien. Pire, cela sous-entend qu'il a eu tort de ne pas voter Jospin le 21 avril 2002... pour « *battre la droite* » !

Quel militant révolutionnaire peut accepter plus longtemps cette orientation politique ? Qui peut la soutenir ?

Revenons sur le communiqué de Schivardi.

Il a écrit plus loin :

« *Si on veut éviter les abstentions traduisant le fait que les électeurs ne voient pas la différence entre la gauche et la droite, la gauche ne devrait-elle pas dire qu'il faut rompre avec l'Union européenne ?* »

Question élémentaire : les « *électeurs* » qui s'abstiennent, selon Schivardi, n'ont-ils finalement pas raison de ne voir aucune différence entre la droite et la « *gauche* » (je rajoute les guillemets, si vous me permettez) ? Après tout ce que je viens d'expliquer, en rajoutant pour les nouvelles générations l'expérience de plusieurs gouvernements et d'une Assemblée nationale dominée par le PS et le PCF qu'elles ont faite pendant de longues années, les abstentionnistes devraient-ils avoir encore des doutes sur cette question, autrement dit des illusions dans les uns ou les autres ? Que vous n'en soyez pas convaincu, c'est ce que vous nous avez démontré et nous vous en remercions, c'est votre problème monsieur Schivardi, mais ne prêtez pas aux autres vos propres illusions, et surtout, n'essayez pas de les imposer aux autres, c'est inadmissible et grotesque.

Monsieur Schivardi, permettez-moi de vous dire que vous ne représentez pas ceux qui ont finalement compris qu'il n'existe qu'une différence formelle ou infime entre la droite et la « *gauche* » comme vous dites, qu'ils sont en avance sur vous, que vous représentez l'arrière-garde du prolétariat ou plus exactement les intérêts d'une frange de la petite bourgeoisie. Maintenant qu'ils ne l'expriment pas consciemment, c'est une chose, mais cela ne leur donne pas tort pour autant.

Notre travail devrait consister à les aider à comprendre qu'il faut construire un parti révolutionnaire, au lieu de leur reprocher de ne plus faire la différence entre la droite et la « *gauche* », car c'est bien cette « *gauche* » là qui les a poussé en dehors des partis.

Rompre avec le PS et le PCF, c'est déjà rompre avec la bourgeoisie, voilà ce qui est intolérable à monsieur Schivardi et au PT.

Un autre aspect n'a pas encore été abordé de la candidature de Schivardi. Il dit qu'il est le représentant des maires et qu'il a été élu ou désigné par une quarantaine de maires. Soit. Ces maires ont été élus par la population toutes classes confondues lorsqu'ils se sont présentés sans étiquette politique. Je me demandais si les petites communes comportant quelques centaines d'habitants étaient vraiment représentatives du prolétariat. Admettons-le provisoirement, car si ce n'était pas le cas, cela signifierait que Schivardi et le PT ne se situent même plus sur le terrain de la lutte des classes, mais se situeraient dans la lignée de la société civile ou citoyenne, bref, très proche de la démocratie participative. Des élus dont on ne nous dit pas s'ils sont adhérents à un parti ou non ni lequel, ce qui laisse à penser que non seulement la candidature de Schivardi est une candidature hors parti, ce que nous savions déjà, mais que c'est aussi une candidature antiparti, dans le cas contraire il faudrait nous dire qu'ils sont effectivement adhérents à un parti et lequel, car cela a de l'importance, c'est leur parti qui les a investis ou autorisés à se présenter sous cette étiquette, qu'on le veuille ou non, ils représentent ces partis s'ils ont adhéré à l'un d'entre eux. Si l'on ajoute à cela, l'absence totale de référence au PT qui soutient Schivardi, on a encore envie de dire : le parti à la trappe !

Les élus remplacent la classe ouvrière, le prolétariat et sa jeunesse. Vous me direz que Schivardi est ou était maçon. Comme Lech Walesa était électricien, Lula métallo, Georges Marchais et Jacques Duclos étaient cheminot et boulanger. Cela ne veut absolument rien dire ou ne justifie rien, plus précisément.

Pourquoi ne voteront-ils pas pour vous ?

Sans doute parce que pour eux « *battre la droite* » ne suffit pas, cela fait 20, 30 ans ou plus qu'ils entendent ce genre de discours inconsistants et ils en ont franchement marre, ils ont déjà donné.

Sans doute aussi parce qu'ils ne peuvent pas partager cette orientation politique qui est franchement réactionnaire, il faut dire les choses telles qu'elles sont.

Il se trouve justement que ma fille est née en 1981. Il y a déjà quelque temps, je lui ai demandé si pour elle il existait une différence entre la droite et la « gauche ». Elle m'avait répondu avec un air moqueur : « *si tu en trouves une, je te paie des prunes ! Tu te moques de moi ou quoi en me posant cette question stupide.* » Sa réponse avait été spontanée. Elle a une maîtrise d'histoire, et elle est loin d'être idiote et de parler pour ne rien dire. Alors qu'elle n'avait que 15 ans, au cours d'une discussion, elle m'avait dit que les gens se rendraient compte un jour que Marx avait raison. Elle avait raison.

Oui, Marx avait raison de dire que *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*, mais dans les conditions politiques actuelles, on ne peut pas leur reprocher d'être incapables d'avancer plus rapidement dans cette voie, étant donné que chacun s'emploie sciemment à dresser de nouveaux obstacles sur leur chemin.

Dans son communiqué n° 6 du 23 décembre il a écrit ceci :

« *Ne faut-il pas revenir à ce qui était la force de la démocratie en France : la Commune, le Département, la République. ?* »

Voilà le contenu de la ligne politique de la démocratie du PT, le programme de Schivardi, tout est dit en quatre mots.

Je pense qu'un bref commentaire suffira à démontrer l'inanité des éléments qui servent de base et de perspective à la ligne politique de Schivardi : depuis la révolution bourgeoise de 1789 jusqu'à nos jours (pour être bref), il existe dans ce pays des communes, des départements et un Etat bourgeois que Schivardi s'emploie à contourner et à ne pas citer et qu'il appelle *République*. Faut-il lui rappeler que la *République* dont il se réclame n'accordait pas le droit de vote à tous les citoyens, qu'elle n'avait pas abrogé l'esclavage ni mit fin à la colonisation, que le prolétariat et la paysannerie étaient maintenus dans la servitude et la pire exploitation qui soit, etc.? Cette République bourgeoise plus ou moins démocratique, on n'en veut plus, tout les événements des dernières années tendent suffisamment à prouver qu'elle a fait son temps, elle doit disparaître pour laisser la place à une République sociale, voilà ce qu'on a envie de vous dire !

Si j'ai bien compris Schivardi nous dit clairement : la bourgeoisie s'est installée au pouvoir il y a deux siècles : qu'elle y reste à condition qu'elle soit un peu plus démocratique !

Je vous passe la souveraineté de la nation, la rupture avec l'Union européenne...

Un mot tout de même pour vous montrez que cette tactique consistant à coller à l'appareil du PS ne date pas d'hier.

Ceci s'adresse plus particulièrement à ceux qui ont lu le livre de Lambert-Gluckstein *Itinéraires* paru en 2000. On pouvait y lire une justification de l'appel à voter Mitterrand en 81 ainsi formulé : Mitterrand s'était engagé sur la voie de la rupture avec le capitalisme, donc nous l'avons soutenu.

Premièrement, Mitterrand s'y était engagé verbalement tout en expliquant qu'il ne le ferait pas ; deuxièmement, le programme commun de gouvernement était rédigé de telle sorte qu'il n'existe aucun doute possible sur ses intentions réelles ; troisièmement, en s'alliant avec un parti bourgeois, le Mouvement des radicaux de gauche, chacun savait qu'il se préparait à former un gouvernement de Front populaire, qui par sa nature, serait antinomique avec une quelconque rupture avec le capitalisme, comme nous l'avait enseigné toute l'histoire passé du mouvement ouvrier international, et pour finir on ne pouvait pas admettre que la nationalisation de banques et de quelques entreprises constituaient une rupture avec le capitalisme. En réalité rien ne permettait d'affirmer que Mitterrand s'engagerait réellement sur la voie du capitalisme, ce discours était tout juste bon à tromper les masses... et les militants.

En 2006, Schivardi et le PT nous rejoue le même numéro à peu de choses près, en expliquant qu'il suffirait que Royal s'engage à rompre avec l'Union européenne pour qu'il retire sa candidature, donc la soutienne ouvertement. Vous pourrez peut-être tromper une nouvelle fois les militants du PT mais nous pas !

On comprend que vous appellez à « *battre la droite* », donc à faire élire Royal, finalement, n'est-elle pas républicaine ?

« *Battre la droite* » signifie aussi : vaut mieux Royal que Sarkozy. Qui pourra nous expliquer pourquoi ?

Quelle classe sociale, quelles couches du prolétariat en particuliers ont-il intérêt à avoir comme Président de la République Royal plutôt que Sarkozy, sachant que leurs programmes sont identiques sur le fond ? En opposant Royal à Sarkozy, peut-on encore parler d'un combat classe contre classe ? A ma connaissance, il n'y a que le PT et Schivardi qui ose encore le prétendre.

Les prochaines lois scélérates contre le Code du travail, contre la Sécurité sociale, contre les retraites, contre l'Education nationale, contre l'ensemble des services publics, etc. sont déjà prêtées, seul le délai nécessaire à leur mise en application différera entre Royal et Sarkozy. Question : est-ce suffisant pour appeler à voter Royal ?

Pour vous donner un exemple. Sarkozy parle de généraliser le CNE et donc de supprimer le CDI. Hollande a parlé d'abroger le CNE et de le remplacer par d'autres contrats précaires sur le même modèle, remettant au goût du jour les emplois-jeunes, etc. Chercher la différence ? Dans ce cas là, pourquoi nous demande-t-on de voter plutôt pour l'un plus que pour l'autre ? Cela ne revient-il pas dans les faits à soutenir, à défaut de pouvoir l'adopter, le programme du PS, donc la bourgeoisie ?

Qu'on ne nous ressorte pas la double nature du PS, son origine, son histoire ou son soutien populaire, nous en sommes loin. Les commentateurs politiques que l'on ne peut pas soupçonner d'être d'authentiques socialistes ni même seulement des partisans du PS, bien que, ont tous fait remarquer que la rupture du PS avec son passé d'origine ouvrière était consommée. Se seraient-ils tous trompés ? La très grande majorité des militants ouvriers l'ont dit également. Se seraient-ils trompés ? Qu'ils aient été longs à le dire ou à le reconnaître, c'est autre chose.

En quoi serions-nous comptable du résultat d'élections antidémocratiques ? Je parle de ces élections présidentielles en particuliers telles qu'elles se présentent, et non des élections en général. Si nous sommes comptable du résultat de cette élection en appelant à « *battre la droite* », cela signifie que nous aurons une part de responsabilité dans ses conséquences qui seront de toutes manière néfastes et dramatiques pour le prolétariat. Or, je refuse d'endosser ce rôle et cette responsabilité, car je n'ai rien à voir de près comme de loin avec cet appel infâme, le PS et son programme que je condamne et combats inlassablement.

J'ai relu *La maladie infantile du communisme* de Lénine (1920) où il évoquait les « *bolcheviks de gauche* », tendance gauchiste du parti bolchevik opposée à la participation aux élections législatives. Aucune des situations décrites par Lénine ne correspondait exactement à la situation dans laquelle nous nous trouvons, ce qui est bien dommage. On doit donc se débrouiller nous-mêmes pour définir la meilleure tactique et stratégie à adopter. Comme disait Lénine à la fin de ce texte : il n'y a que ceux qui ne font rien qui ne se trompent jamais, donc lançons-nous. Je conseille aux camarades de relire cet ouvrage très instructif, vous vous rendrez compte peut-être que les gauchistes et les sectaires ne sont pas toujours ceux que l'on croit.

On a déjà vu que porter Mitterrand et une majorité de députés de PS et du PCF au pouvoir n'avait pas aidé les travailleurs à avancer sur la voie de la remise en cause du capitalisme et la prise du pouvoir.

Ce n'est pas de la faute des travailleurs, les partis dont ils avaient l'habitude de se servir pour se mobiliser étaient dorénavant exclusivement au service du Président, son gouvernement et sa majorité parlementaire, donc ils étaient privés des canaux habituels par lesquels ils exprimaient leur rejet de la politique mise en œuvre par le pouvoir en l'absence d'un parti révolutionnaire solidement ancré dans les masses, du coup, ils ne pouvaient plus s'y opposer que très sporadiquement et de façon limitée. Il aurait déjà fallu que les masses soient préparées ou disposées à affronter le nouveau gouvernement pour qu'elles posent la question des moyens à mettre en œuvre pour le combattre, ce qui ne fut pas le cas, toutes les organisations qui auraient pu prétendre jouer ce rôle avaient capitulé les unes après les autres.

Le fait que les masses empruntent les partis traditionnels du mouvement ouvrier qui existent pour se mobiliser ne signifie pas pour autant qu'elles ont des illusions en eux au point de les croire capables

de changer radicalement de politique. Cela ne suffit pas non plus à rendre l'existence de ces partis indispensables comme on ne cesse de nous le faire croire. Cet argument relève depuis longtemps de la mystification pour subordonner tout mouvement des masses aux appareils traîtres.

Une fois que le mouvement du prolétariat est contrôlé par ces appareils, et partant du principe qu'il n'est pas prêt spontanément à changer radicalement de politique, ils le trompent en lui en concoctant des propositions dans une perspective réformiste qu'il est prêt à entendre pour y être soumis depuis longtemps, de cette manière là, les appareils s'imaginent que le niveau de conscience politique des masses ne dépassera jamais le stade de la réaction spontanée, limitée et inorganisée, c'est une entreprise purement obscurantiste et contre-révolutionnaire. L'objectif n'est-il pas pour eux d'interdire aux travailleurs de prendre conscience de la nécessité de prendre leur destin en mains et de se doter des moyens pour y parvenir, notamment un parti qui exprimera consciemment la nécessité de changer les bases économiques et les rapports sociaux sur lesquels repose le système capitaliste et la société tout entière ?

Pour comprendre aussi pourquoi nous n'avons jamais réussi à construire un parti révolutionnaire, on devrait commencer par se poser la question de savoir si la manière de nous adresser au prolétariat était la bonne ou non.

Nous avons tous la mauvaise habitude de considérer ou de parler du prolétariat dans son ensemble, alors qu'il est loin d'être homogène. Quelles conséquences cela peut-il avoir sur l'élaboration de notre ligne politique et notre tactique ?

Partant du principe que les idées dominantes sont les idées de la classe dominante, il va de soi que les idées dominantes au sein du prolétariat sont celles de la classe dominante. De là, il faut en déduire que les couches du prolétariat qui sont les plus réceptives à l'idéologie bourgeoise ou du réformisme, seront les couches les plus favorisées du prolétariat, ce qu'on appelle encore l'aristocratie ouvrière. Dès lors que l'on s'adresse à ces couches du prolétariat en particulier, qu'on le reconnaissse ou non ne change rien, sous prétexte qu'elles formeraient le bataillon des syndicats, notamment, cela signifie que notre orientation politique et notre tactique sont finalement subordonnés à l'idéologie réformiste dont elles sont dépositaires et qu'elles véhiculent au sein de l'ensemble du prolétariat. Loin de constituer les couches les plus conscientes du prolétariat, elles tirent l'ensemble du prolétariat en arrière dans les mailles du filet tendu par les appareils, lorsqu'elles n'en constituent pas elles-mêmes l'armature.

On comprend mieux dès lors qu'il est difficile, voire impossible, d'entraîner l'ensemble du prolétariat dans le combat contre la bourgeoisie, ce que les appareils et ceux qui les soutiennent ne veulent à aucun prix.

C'est évidemment prendre le problème à l'envers. On devrait s'appuyer sur les couches du prolétariat les plus durement frappés par les contre-réformes et la crise du capitalisme, celles qui sont les plus aptes au combat, pour entraîner toutes les couches du prolétariat, y compris ses couches supérieures dont les avantages sont périodiquement remis en cause par le patronat ou tous les gouvernements. Ainsi nous pourrions parvenir à former une armée de combattants révolutionnaires soudés et déterminés à combattre le capitalisme.

Camarades, je vais vous dire quelque chose : le meilleur moyen de défendre le statut des enseignants, de défendre l'ensemble le intérêts des fonctionnaires, de défendre les services publics ce n'est pas en construisant un parti de fonctionnaires ou de petits-bourgeois, mais en construisant un parti où les ouvriers et les employés seront majoritaires ou fortement présents, c'est en s'adressant aux couches les plus exploités de la société que l'on pourra mobiliser l'ensemble du prolétariat et pas autrement.

Mais dans la mesure où l'on néglige, pire que l'on méprise les couches les plus durement frappées par le capitalisme, on se coupe des moyens nécessaire pour défendre quoi que ce soit au bout du compte, on se coupe des masses, comme l'on dit communément. Ce n'est certainement pas un hasard si la majorité des bolcheviks étaient jeunes et issus de la classe ouvrière.

Les éléments les plus conscients des couches supérieures du prolétariat doivent se mettre au service des couches les plus exploités, car c'est en s'appuyant sur elles qu'ils pourront élaborer une ligne

politique et une tactique qui correspondra réellement aux intérêts et aux tâches que l'ensemble du prolétariat sera capable d'accomplir et non l'inverse, si l'on veut qu'ils s'en saisissent et se mobilisent. C'est en partant du niveau de conscience politique de la classe ouvrière que l'on pourra définir une ligne politique et une tactique correcte et pas autrement. C'est seulement en intégrant le niveau de conscience politique de la classe ouvrière qu'on aidera l'ensemble du prolétariat à prendre conscience de la question suivante, la question du pouvoir et du renversement du régime. Cela peut paraître banal, mais jusqu'à présent, cela n'a jamais été mis en œuvre par aucune organisation ou parti.

Est-ce que nous voulons avancer dans la voie qui permettra au prolétariat de se mobiliser et de se soulever, oui ou non ? Manifestement, il y en a qui en ont choisi une autre.

On a vu aussi que ce scénario avait conduit au désarmement politique des masses, non pas qu'elles attendaient particulièrement que ce pouvoir réponde favorablement à leurs revendications, mais elles se sont retrouvées seules contre deux ennemis qui n'en formaient plus qu'un en vérité, les représentants de la bourgeoisie et les partis traditionnels du mouvement ouvrier associés étroitement au niveau de l'Etat pour gérer ensemble le système capitaliste, soutenus par l'ensemble des appareils des syndicats, pour que le prolétariat croule plus sûrement sous le joug de l'exploitation et ne relève pas la tête de sitôt. Et il faut bien reconnaître qu'ils y sont parvenus avec un certain succès.

Il aura fallu attendre décembre 95 et surtout le 21 avril 2002 pour se rendre compte que les travailleurs avaient compris la leçon, mais sans en avoir tirer toutes les conclusions qui s'avéraient nécessaires pour ne pas se retrouver dans une situation analogue en 2007.

Est-ce cela que l'on veut reproduire demain ? Cela en a tout l'air pour certains.

On a vu aussi que cela n'avait pas permis de construire un parti révolutionnaire, pire, le mouvement ouvrier s'est disloqué avant même que ne tombe le mur de Berlin et que l'URSS disparaisse, son avant-garde est restée divisée, elle s'est décomposée davantage en enfourchant plus sûrement qu'auparavant le vieux bœuf du réformisme, elle est devenue apathique et amnésique, ou encore gauchiste et sectaire. C'est au cours de cette période de reflux du mouvement ouvrier que le PS s'est totalement vidé de sa substance socialiste, tout du moins, du peu qu'il lui en restait, devrait-on dire.

Est-ce cela que l'on voudrait amplifier demain ?

On ne posera pas ici la question de savoir s'il s'agissait d'une erreur ou d'une trahison mûrement réfléchie, mais disons que répéter la même erreur tous les cinq ans pendant des décennies ne relève plus d'une simple erreur accidentelle, ou d'une incompréhension passagère. A chacun d'en tirer ses propres conclusions.

Qui sont les gauchistes et les sectaires ?

En 1905, Lénine avait appelé à boycotter la tentative du tsar de constituer un « parlement » consultatif, pour l'empêcher par ce biais de passer une alliance avec la bourgeoisie et ainsi de consolider son pouvoir vacillant sous les coups de boutoir de la révolution, au moment où le prolétariat donnait naissance aux premiers soviets. Finalement ce « parlement » fut balayé par la révolution d'octobre 1905.

En 1908 comme les années précédentes et celles qui suivront, les bolcheviks de « gauche » (dans le texte) appellèrent au boycott et furent exclus du parti. Lénine appelait à participer aux élections législatives afin d'utiliser l'Assemblée constituante comme une tribune pour démontrer aux masses la perfidie du tsar, les intentions réelles de la bourgeoisie, et la trahison des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Il s'agissait de « combiner le travail légal et illégal » dans une « *situation historique créée par la rénovation bourgeoise de la monarchie.* », alors qu' « *on ne pouvait s'attendre à voir monter très rapidement la vague révolutionnaire, ni à ce qu'elle se transformât en insurrection.* ».

Nous ne sommes dans aucune de ces situations là. Nous n'avons aucune possibilité de faire élire le moindre candidat, ni d'utiliser le Parlement comme une tribune pour démontrer aux masses qu'elles doivent abandonner leur illusions dans l'Assemblée nationale, les partis qui collaborent avec la bourgeoisie, pour ceux qui en ont encore, ni se doter de leur propre organisme de pouvoir, le soviet ou comité.

Dans la situation actuelle, au regard des nombreux candidats se présentant au nom des travailleurs, si l'on tient compte du déroulement antidémocratique de ces élections qui favorise à outrance deux candidats au détriment des autres, que l'Assemblée nationale ne joue qu'un rôle de subsidiarité par rapport au Bonaparte qui siège à l'Elysée, conformément à la constitution de la Ve République, avant même d'évoquer sa subordination à l'Union européenne, n'en déplaît aux militants du PT, à croire qu'ils ont oublié qu'il existait une constitution dans ce pays, on pourrait en déduire qu'on devrait les boycotter. On ne peut pas dire non plus que le fait de se présenter apporte quelque chose à un parti qui est censuré par les principaux médias.

Mais ces arguments sont insuffisants à mon avis pour arriver à la conclusion qu'il faut boycotter.

J'ai lu que la LCR s'était lancée tête baissée dans la campagne électorale (tout comme LO). Ils recouvrent les murs d'affiches appelant à leurs meetings, ils distribuent des centaines de milliers de tracts et réunissent leurs militants et sympathisants, ils se rendent à la porte des entreprises qui licencient et rencontrent les travailleurs et délégués syndicaux en grève. Résultat : ils remplissent des salles, des milliers de travailleurs et jeunes participent à leurs meetings et ils en sont les premiers surpris.

La même chose pouvait être fait et le même résultat pouvait sans doute être atteint sans présenter de candidat, mais cela n'a rien à voir avec un appel à boycotter cette élection présidentielle.

Lénine expliquait que certaines erreurs étaient rattrapables, mais que d'autres ne l'étaient pas.

On peut dire que l'erreur de 1981 fut irrattrapable au regard des longues années qu'il a fallu pour que le prolétariat se ressaisisse et reprenne le chemin de la mobilisation de masse.

Recommencer une nouvelle fois la même erreur en 2007 serait suicidaire.

- Le 21 avril 2002 : à la trappe !
- Les trois élections de 2004 : à la trappe ! Et oui, Lang l'avait expliqué très clairement, en substance : si nous avons remporté ces élections, il faut reconnaître que les électeurs ont davantage voté « contre » le gouvernement Chirac-Raffarin que « pour » nous.
- Le 29 mai 2005 : à la trappe !
- Jusqu'à 84% de vote non dans certains quartiers ouvriers, 70% dans certains villages : à la trappe !
- L'abstention de plus en plus massive à chaque élection partielle (72% !) : à la trappe !
- Les émeutes des banlieues ouvrières en novembre-décembre 2005 : à la trappe !
- Le mouvement contre le CPE au printemps 2006 : à la trappe !

Voilà ce que bafoue délibérément le mot d'ordre : il faut « *battre la droite* » !

Si je me souviens bien, en 2002 Gluckstein avait refusé de s'engager à appeler à voter Jospin s'il arrivait au second tour, ce qui était correct. Vous penserez peut-être qu'il ne s'engageait pas à grand chose, mais ce ne serait pas correct de dire cela, car le pauvre, il n'avait certainement pas imaginé un seul instant que Le Pen serait au second tour ! Entre nous, j'avais évoqué ce scénario devant un enseignant plusieurs mois avant les élections, après qu'il m'a dit que pour la première fois, comme beaucoup de collègues, il ne voterait pas pour le PS. Comme quoi même en vivant depuis des années à 10 000 kilomètres de Paris, j'avais pressenti que le prolétariat n'était pas plus disposé à voter pour le PS et le PCF cette fois-ci que pour Le Pen d'ailleurs.

Aujourd'hui, je ne m'aventurerais pas à faire un pronostic.

Je constate seulement que les médias s'emploient à créditer Le Pen d'un score supérieur à 20% au premier tour, alors que rien ne le justifie. C'est comme s'ils jouaient le rôle de rabatteurs pour que les électeurs se portent sur les deux candidats qu'ils supportent : Royal et Sarkozy. Si Sarkozy continue à peaufiner son image, à clarifier son discours et à manifester sa détermination, si Chirac ne lui glisse pas une peau de banane au passage, Le Pen ne dépassera pas 12 ou 13% au maximum. Quant à Royal, en jouant à fond la carte de la démagogie tout azimut - passons sur son sourire débile, même si les candidats de la LCR, de LO et du PT recueillent davantage de voix qu'en 2002, il est peut probable qu'elle descende en dessous du score de Le Pen, à quelques pourcents près seulement. A moins que la diabolisation de Le Pen et de Sarkozy fonctionne à plein, et qu'elle atteigne un score

nettement supérieur, ce qui ne changerait en rien la situation à laquelle nous serons confrontée après cette élection.

En 2006, le PT appelle à « *battre la droite* », donc il est retourné 25 ans en arrière ! C'est ce qu'on appelle aller de l'avant et faire preuve d'une audace franchement révolutionnaire. A ne pas confondre surtout avec un pas en avant et deux pas en arrière !

Dans le même ouvrage, Lénine expliquait :

« Les formes parlementaires « historiquement ont fait leur temps ». C'est vrai au sens de la propagande. Mais chacun sait que de là à leur disparition dans la pratique, il y a encore très loin. (...) Le parlementarisme a-t-il « politiquement fait son temps » ? Là, c'est une autre affaire. » A défaut de pouvoir le prouver, il faut bien faire avec, je partage la position de Lénine sur la question de la participation au parlement réactionnaire. Mais comme je l'ai déjà dit, nous sommes face à une situation inconnue à l'époque de Lénine.

Quelle est donc direz-vous cette situation particulière ?

Un parti soi-disant socialiste qui ne l'est plus depuis longtemps, le PS ; un parti soi-disant communiste qui ne l'est plus depuis très longtemps, ces deux partis ayant eu les pleins pouvoir à plusieurs reprises pendant de longues années, d'une part.

D'autre part, trois organisations ou partis qui se réclament du trotskysme ou qui comporte une tendance trotskyste pour l'un d'entre eux, dans l'ordre, la LCR, LO et le PT, qui existent depuis des décennies sans n'avoir jamais été capables d'entraîner la masse du prolétariat derrière eux ni de construire le moindre parti révolutionnaire.

La question que nous avons à résoudre est « *très ardue* ». Voilà encore ce qu'en disait Lénine :

« Manifester son « esprit révolutionnaire » en se contentant d'invectiver l'opportunisme parlementaire, de répudier la participation au parlement, est très facile. Mais justement parce qu'elle est trop facile, cette solution ne résout pas un problème ardu et même très ardu. » Admettons que les remarques de Lénine sur les élections législatives puissent s'appliquer aussi à l'élection présidentielle, et suspendons provisoirement l'appel au boycott.

Et plus loin :

« Jusqu'à la chute du tsarisme, les social-démocrates révolutionnaires de Russie recoururent maintes fois aux services des libéraux bourgeois, c'est-à-dire qu'ils passèrent quantité de compromis pratiques avec ces derniers. », tout en continuant de les matraquer quotidiennement ajouta Lénine, car pour lui, il ne pouvait pas y avoir de compromis, d'alliances temporaires et limitées, sans une totale liberté de critique des positions et du comportements des adversaires des bolcheviks. Il paraît évident que pour que les libéraux bourgeois acceptent de mauvaise grâce de passer un compromis avec les bolcheviks, en acceptant leurs conditions, cela signifiait qu'ils n'étaient pas en position de faire autrement face au tsar.

A ma connaissance, le PS ne se trouve pas dans cette position face à la bourgeoisie, rien qu'évoquer cette question sous cet angle là est totalement incongrue. Soutenir le PS en exigeant qu'en contrepartie il nous fasse une petite place, tout en lui demandant d'accepter qu'on le matraque quotidiennement, rien que d'y penser, on comprend immédiatement que ce genre de compromis et ces conditions seraient totalement inacceptables pour le PS, qui n'en n'a d'ailleurs pas besoin.

Quant au PCF qui a conservé ses vieux réflexes de parti stalinien, comme il vient d'en faire la démonstration avec le collectif antilibéral, ce serait un marché de dupe que de vouloir conclure la moindre alliance avec lui, sauf à accepter par avance de se faire gruger, il a mieux à faire aussi, il penche naturellement pour une alliance avec le PS, plutôt qu'avec tout autre formation politique lorsqu'il s'agit des élections.

J'ai lu que lors d'une rencontre entre Chevènement et les dirigeants du PS, une semaine avant son ralliement à Royal, ils lui avaient proposé trois circonscriptions pour qu'il retire sa candidature, il avait alors refusé. Une semaine suivante, ils lui en proposeront dix, on connaît la suite... A vomir !

Revenons à *La maladie infantile du communisme* :

« En 1907, les bolcheviks constituèrent, pour peu de temps, un bloc politique formel avec les « socialistes-révolutionnaires » pour les élections à la Douma. De 1903 à 1912, nous avons séjourné avec les mencheviks, parfois pendant plusieurs années, nominalement dans le même parti social-démocrate, sans jamais cesser de les combattre sur le terrain idéologique et politique comme agents de l'influence bourgeoise sur le prolétariat et comme opportunistes. Nous avons conclu pendant la guerre une sorte de compromis avec les « kautskistes », les mencheviks de gauche (Martov) et une partie des « socialistes-révolutionnaires » (Tchernov, Nathanson) ; nous avons siégé avec eux à Zimmerwald et Kienthal, publié des manifestes communs; mais nous n'avons jamais cessé ni relâché notre lutte idéologique et politique contre les « kautskistes », les Martov et les Tchernov. »

Ce passage montre que la proposition du groupe CRI d'une alliance ponctuelle à l'occasion de l'élection présidentielle et des élections législatives de 2007 entre le PT, la LCR et LO n'était peut-être pas dénuée de tout intérêt et de tout fondement théorique.

Force est de constater que les dirigeants de ces trois organisations ne se sont même pas donné la peine de l'étudier sérieusement, tout simplement parce qu'ils y sont farouchement opposés, qu'ils se comportent finalement comme les bolcheviks de « gauche » dont parlait Lénine. Mais gageons qu'ils traitent de « gauchistes » les abstentionnistes et ceux qui appellent à boycotter l'élection présidentielle ! Quand on veut tuer son chien : ne dit-on pas qu'il a la rage ?

Le sectarisme dont on entend souvent parler à tort et à travers notamment à l'intérieur et à propos du PT et de LO, s'exprime ici de façon éclatante et sans appel, on peut y ajouter pour l'occasion la LCR qui finalement a adopté exactement la même attitude.

Il est évident qu'un candidat et une liste commune PT-LCR-LO créeraient une formidable dynamique au sein du mouvement ouvrier permettant de réunir des dizaines de milliers de travailleurs et jeunes à travers toute la France. Cette initiative serait soutenue sans l'ombre d'un doute par tout un ensemble de groupes et d'associations, sans qu'il soit question qu'ils participent à cette alliance cela va de soi. Cette dynamique briserait du même coup la censure qui pèse sur ces trois formations, plus particulièrement sur LO et le PT, à croire que personne n'y tient non plus.

L'alliance électorale PT-LCR-LO modifierait radicalement la situation politique dans la mesure où elle donnerait les moyens au prolétariat d'exprimer son rejet des partis corrompus du mouvement ouvrier, son rejet des institutions, du capitalisme. Voilà ce que veulent éviter à tout prix Gluckstein, Besancenot et Laguiller.

On nous dit que toute alliance est impossible entre ces trois formations. Lénine s'était allié ponctuellement, je le souligne, avec Stouvé, avec des libéraux-bourgeois, des mencheviks ou des socialistes-révolutionnaires, et ils seraient totalement impossible d'imaginer la moindre alliance temporaire avec leurs équivalents, la LCR et LO, soi-disant que les programmes des uns et des autres seraient incompatibles, etc., par contre nous devrions nous associer avec des notables petits-bourgeois qui n'ont à nous proposer comme programme que la République démocratique bourgeoise ? Quelle inconsistance ! Quel opportunisme !

Le programme du parti bolchevik était-il identique à celui des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires ? Lénine était-il un farfelu ? En quoi les programmes de la LCR et de LO seraient-ils finalement moins acceptables par rapport à ceux des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires ? Parce qu'ils n'incluent pas la rupture avec l'Union européenne ? Un prétexte que l'on peut balayer sans hésitation : pourquoi le programme de Schivardi et du PT n'inclut-il pas la rupture avec l'OIT, avec la CES, avec la CSI et plus généralement avec le capitalisme ?

Et dire que les dirigeants du PT, de la LCR et de LO osent encore se réclamer du léninisme, quelle honte ! Comme disait Lénine en parlant de ces gauchistes et de ces sectaires, leur comportement est criminelle, il faut le dire et combattre cette tendance.

Pour conclure sur la question de l'élection présidentielle.

- La LCR appelle dans le dernier n° de *Rouge* à « une meilleure répartition des richesses » ;

- LO se satisferait de la défaite de Sarkozy (Laguiller à Beauvais) ;
- Le PT appelle à « *battre la droite* ».

Je reconnaît qu'il ne faut pas demander l'impossible à ces trois organisations ayant renier le combat pour en finir avec le capitalisme, ce serait sombrer dans le sectarisme ou le gauchisme. Personnellement, je ne voterai pas, tout simplement parce que cela ne servira à rien, et non parce que leurs candidats ont des positions que je ne partage pas.

Je n'ai pas lu tous les documents récents de la LCR, je ne sais pas si son refus de « *tout rapprochement avec le PS* » s'accompagnera d'un refus catégorique à appeler à voter Royal au second tour, je n'en suis pas sûr, ils ont bien appelé à voter Chirac en 2002 !. LO semble disposer à la soutenir et Schivardi est le plus explicite en appelant à « *battre la droite* », donc on sait au moins à quoi s'en tenir de ce côté-là.

Il ne serait pas possible dans d'autres circonstances de soutenir une liste commune PT-LCR-LO appelant à voter PS au second tour, sans nous renier et capituler à notre tour.

Une tactique et une stratégie pour constituer une nouvelle organisation.

Les militants de ces trois formations politiques doivent bien comprendre qu'ils n'ont plus rien à attendre de leur organisation respective, non seulement elles ne dépasseront jamais le stade embryonnaire d'un parti, on devrait plutôt dire d'une organisation ou d'un groupe marginal pour être plus exact, ce qu'elles sont plus ou moins depuis un demi-siècle, de plus, aucune ne constituera la base d'un véritable parti révolutionnaire, parce que leurs dirigeants ne le veulent pas, voilà ce qu'ils viennent de démontrer une nouvelle fois.

J'invite les militants de ses trois organisations qui rejettent l'orientation politique impulsée par leurs dirigeants, la tactique et la stratégie qu'ils ont adoptées à l'occasion de l'élection présidentielle et qu'ils s'apprêtent à renouveler lors des législatives à ne pas quitter leur organisation, à multiplier les contacts entre eux, à se rencontrer, à envisager de se regrouper dans la tendance de l'organisation qui sera la mieux à même de servir de base au combat qui mènera à la constitution d'une nouvelle organisation le moment venu. Chaque chose en son temps.

Il est inutile d'affronter directement les dirigeants de vos organisations, cela ne sert à rien, surtout pour ceux qui sont au PT, ils seraient exclus dans la foulée. Il vaut mieux sur le terrain dire les choses aux travailleurs telles qu'elles sont sans leur mentir, sans rien retrancher non plus, en leur expliquant la nécessité de continuité le combat de classe pendant la campagne électorale en les préparant aux combats de demain, en liant des contacts, etc. Continuer le combat contre le gouvernement, le patronat et les appareils partout où cela est possible.

La tactique et la stratégie que je viens d'évoquer ne seront valables que dans la mesure où les camarades concernés commenceront rapidement, dès maintenant à y réfléchir, qu'ils en discuteront ensemble pour les affiner et préciser chaque point à envisager et à régler à chaque étape. Je n'en dirais pas plus pour le moment. C'est finalement à chacun de savoir ce qu'il veut, de prendre ses responsabilités même si c'est parfois difficile.

Vous savez que je vis loin de la France, donc je peux facilement me tromper, mais je pense que la lutte des classes des mois qui suivra les élections devrait être particulièrement intéressante et nous aidera à avancer si nous sommes capables d'y intervenir et de l'interpréter correctement.

Ce document n'est pas exactement celui que j'avais projeté de rédiger en premier. Ce n'est qu'une contribution politique qui ouvre une perspective à ceux qui sont en désaccords avec leur direction, aux militants qui sont actuellement inorganisés et aussi aux camarades qui militent dans différents groupes issus du PCI-PT et pour lesquels l'avenir s'annonce incertain ou obscur. S'il n'existe aucune recette pour construire le parti, ce n'est pas en s'ignorant les uns les autres que l'on avancera. Comme disait Lénine, nous devons combattre impitoyablement deux ennemis au sein du mouvement ouvrier, l'opportunisme et le réformisme d'une part, le gauchisme et le sectarisme d'autre part. A nous de savoir si nous sommes prêts à livrer ce combat, dans le cas contraire, il sera impossible de construire un véritable parti révolutionnaire.